

"L AFFAIRE NEYRPIC"

Nous publions ce mois-ci un article de l'A.G.E. de Grenoble sur le conflit NEYRPIC et l'action qu'a mené et que mène actuellement l'A.G.E.

Il s'agit là en fait d'un nouvel aspect des CAHIERS qui aura pour objectif d'informer les militants sur l'actualité syndicale et par là-même d'aborder les problèmes de fond que doit résoudre aujourd'hui le syndicalisme ouvrier, agricole ou enseignant.

Espérons que cette nouvelle rubrique sera pleine d'enseignements pour les militants étudiants.

Il y a maintenant près de 4 mois éclatait au groupe métallurgique Neyrpc-Sogreah, à Grenoble, un grave conflit opposant l'ensemble du personnel à la nouvelle direction de M. Glasser.

Il nous a semblé utile d'aborder cette affaire dans les colonnes de cette publication ceci pour deux raisons : d'abord parce que le conflit n'est toujours pas réglé et qu'il est nécessaire de « nationaliser » la sensibilisation de l'opinion publique ; ensuite, pour livrer à la réflexion des militants et cadres du mouvement, la démarche de notre A.G. dans cette affaire.

Les bases du conflit

En 1961, Monsieur DUGALLIER signait un accord d'entreprise avec les sections syndicales des cadres (C.G.C.) et des centrales ouvrières : C.F.T.C., et C.G.T.-F.O. Seule, la C.G.T. refusait de signer cet accord, estimant qu'il ne présentait pas suffisamment de garanties quant à son respect par les deux parties.

Or, en 1962, la firme Neyrpc se trouve en face de grosses difficultés de trésorerie, vu l'expansion rapide qu'elle connaît, compte tenu d'autre part de la nature même de ses activités. En effet, une réalisation peut parfois n'être payée que deux à trois ans après son exécution.

Les ressources classiques de financement et d'augmentation de capital se refusaient successivement à la firme Neyrpc et à son directeur Monsieur DUGALLIER. La politique peu conformiste menée par celui-ci en matière sociale leur semblait être par trop dangereuse pour le capital. Une seule solution restait au Conseil d'Administration pour obtenir cet apport de capital : changer de direction et rompre le contrat d'entreprise. C'est ce qu'il fit en novembre 1962 en choisissant Monsieur CLASSER dont la réputation n'est plus à faire, comme Président Directeur Général de Neyrpc. Et le 30 décembre 1962, Monsieur CLASSER dénonçait l'accord de rémunération en laissant entendre qu'il pourrait être amené également à revoir l'accord général d'entreprise.

Ce simple fait a permis à Monsieur CLASSER de trouver les fonds dont il avait besoin, dont 400 millions d'anciens francs sont pris sur les charges salariales, ce qui représente près de 15 % de l'augmentation de capital prévue. La Direction a même parlé de réduction de personnel alors que l'entreprise est en pleine expansion.

L'action

Immédiatement les syndicats répliquaient vigoureusement et se regroupaient en une intersyndicale unie. Mais, au lieu d'engager une action violente immédiatement, ils préférèrent faire appel à l'opinion publique et leur lancer une forme d'action larvée qui gêne beaucoup Monsieur CLASSER. C'est cette action qui se prolonge depuis quelques mois et qui entre maintenant dans sa phase décisive et qui se durcit de plus en plus. Contentons-nous d'en rappeler quelques dates :

- 13 Décembre : Réunion d'information du personnel.
- 27-28 Décembre : Débrayage général du personnel de l'entreprise.
- 8 janvier : Délégation à Paris de l'intersyndicale et débrayage généralisé.
- 11 Janvier : Conférence d'information des syndicats à la Bourse du Travail.
- 15 et 16 Janvier : Arrêts de travail.
- 22 Janvier : Création du Comité Universitaire de solidarité.
- 24 Janvier : Débrayage et manifestations de masse en ville.
- 30 Janvier : Entrevue à Paris de l'intersyndicale et de Mr Classer - Conférence des étudiants à l'I.P.G.
- 6. Février : Débrayages divers.
- 16 Février : Défilé en ville.
- 22 Février : Délégation au Ministère du Travail.
- 5 Mars : Arrêt total du travail Neyrpc.
- 15 Mars : Réunion d'information des employés.
- 23 Mars : Manifestation et débrayages à la suite de la mise à pied d'un cadre.
- 30 Mars : Meeting de toute la population grenobloise en soutien aux travailleurs de Neyrpc.
- 11 Avril : Signature de l'accord par la C.G.T. pour avoir un front uni et nouvelles manifestations.
- 18 au 25 Avril : Manifestations continues de Neyrpc.

Ce tableau montre l'activité de l'intersyndicale et du Comité de coordination auquel l'A.G.E. participe. Malheureusement, le problème n'est pas réglé et c'est maintenant une action sur le plan national qui semble s'imposer.

Un problème nouveau

Dès le début de la crise, les dirigeants syndicaux de l'entreprise ont senti la nécessité de faire appel à l'opinion publique pour qu'elle manifeste activement sa solidarité. Les mineurs, ensuite, en ont fait autant avec le succès que l'on sait. La pression de l'opinion publique devient « le » facteur déterminant du succès de toute action d'envergure. Nous-mêmes en avons fait l'expérience au cours de nos actions revendicatives.

Ce sont les universitaires qui ont les premiers répondu à cet appel en créant le Comité de Soutien à Neyrpic, à l'initiative essentiellement de Professeurs de Droit et Sciences politiques. De par leur enseignement, ils étaient, en effet, les premiers intéressés. D'une façon générale, ce qui a retenu principalement leur attention c'est la remise en cause, par la nouvelle Direction, de **la reconnaissance de la section syndicale de l'entreprise**. Par ailleurs, la participation massive et ferme des cadres de l'entreprise à la lutte du personnel ouvrier a particulièrement impressionné les milieux universitaires. Nous avons vu plus tard, toujours dans la grève des mineurs, que ce phénomène avait tendance à se généraliser.

L'unité totale ainsi réalisée dans l'action, donnait à celle-ci une garantie de sérieux et d'efficacité qui ne pouvait laisser les observateurs indifférents.

Nous avons, bien sûr, été sollicités pour faire partie du Comité Universitaire de soutien à Neyrpic. Ne pouvant engager d'emblée notre organisation, nous y avons d'abord participé en tant que personnes. En effet, nous n'avions pas de mandats de notre base nous permettant une prise de position engagée. Evidemment, cela n'était pas un argument suffisant pour expliquer un refus d'engagement. Mais nous avons estimé que notre base n'était pas suffisamment informée pour être à même d'approuver une prise de position avancée. Il s'agissait en effet d'un **problème nouveau** et il eut été certainement dangereux et inefficace de faire appel à la seule solidarité intersyndicale, plus ou moins affective.

Notre démarche

Nous avons donc réalisé la seule démarche syndicale qui consiste à conditionner toute action à une information préalable.

Quels moyens avons-nous utilisés ?

- * D'abord, une information sur la création du Comité de Soutien et ses objectifs, avec diffusion de ses appels.
- * Ensuite plusieurs causeries, faites par des responsables syndicaux de Neyrpic, dans une Grande Ecole pour les élèves ingénieurs et à l'A.G.E.G. dans le cadre de nos activités culturelles.

* Parallèlement, une information continue dans nos publications.

Nous n'avons pas voulu limiter cette information à une explication sur les origines et les bases du conflit, mais nous l'avons vue partout sous l'angle de **la formation sociale et économique de l'étudiant**. Un exposé sur la section syndicale d'entreprise, en même temps qu'il ramenait sans cesse l'auditeur au conflit Neyrpic, élargissait son champ de préoccupations, lui faisait découvrir un monde dont ses origines sociales n'avaient pas favorisé la connaissance, et l'amenait à se poser la question de sa place future dans la production au sein d'une entreprise. De même, à travers l'affaire Neyrpic, il était possible d'entrevoir l'organisation économique de notre pays, ses rapports dans le cadre du Marché Commun, et les défauts de la planification.

Il s'agit donc là d'une formation, ou plutôt d'une information, **rentable à terme** car, mis à part quelques étudiants de Droit et Sciences économiques, pour l'ensemble des étudiants il faut tout commencer à zéro. Cette formation, nous entendons bien la poursuivre et la développer, même au-delà de l'affaire Neyrpic car d'autres affaires de ce genre ne manqueront pas d'éclater.

Mais un autre moyen se présentait à nous, à partir de notre propre action revendicative. En effet, nous nous sommes efforcés tout au long de la préparation de notre semaine revendicative, d'intégrer les problèmes étudiants, les problèmes de l'enseignement en général, les revendications des mineurs, etc... **et la lutte des travailleurs de Neyrpic** dans un ensemble qui pouvait s'intituler : **POLITIQUE ANTI-SOCIALE ou REGRESSION SOCIALE**. Un tract à la population distribué avant notre Semaine d'action, portait ainsi comme titre : « Pour une politique vraiment sociale ». Aussi n'avons-nous pas été autrement surpris d'entendre des slogans spontanés de solidarité aux travailleurs en lutte, au cours de la manifestation revendicative du 15 Mars qui groupait plus de 3.000 étudiants.

Aux premiers jours du conflit Neyrpic, nous entendions des réflexions genre : « L'Algérie d'accord, mais Neyrpic pourquoi ? » Ces réflexions, nous n'en entendons plus, ce qui illustre bien cette évolution que nous avons constatée.

Il ne faudrait pas cependant croire que tout a été facile et parfait. Il y eut notamment un certain flottement au départ et un retard dans la prise de conscience du problème chez les responsables étudiants. Des divergences --normales -- sont apparues au sein du Mouvement, au niveau de l'analyse économique du conflit. Mais avec le recul, nous pouvons faire un bilan positif. Ce qui nous semblait impossible ou pour le moins risqué il y a 3 mois s'est révélé possible et très rentable. La preuve est ainsi donnée qu'il est possible d'intéresser des étudiants à un problème, à priori étranger à leurs préoccupations.

Le conflit Neyrpic n'est pas terminé. L'objectif, pour nous, est maintenant d'y intéresser **tous les étudiants**. Notre action intersyndicale ne pourra que s'en trouver renforcée et approfondie.